



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-lutte-contre-la-pauvrete>

La lutte contre la pauvreté

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2007 - N° 1082 - décembre 2007 -

Date de mise en ligne : lundi 31 décembre 2007

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le 17 octobre dernier était la vingtième journée mondiale du refus de la misère. Que d'associations ont manifesté, en particulier au Trocadéro à Paris, leur souci de mettre fin à la pauvreté, qui ne régresse absolument nulle part dans le monde ! Mais la presse en a très peu parlé, et ceux qui nous gouvernent n'ont rien modifié à leur politique.

Parmi les associations qui manifestaient, citons celles qui se réunissent dans le collectif "Richesses". Elles dénoncent, en particulier, l'aberration qui consiste à mesurer la prospérité d'un pays par son Produit Intérieur Brut (son PIB), c'est-à-dire par un indicateur qui ne reflète que ses activités marchandes. Comme le montre si bien Patrick Viveret, il est urgent de "Reconsidérer la richesse" [*] afin de tenir compte de l'impact des activités humaines, tant sur les conditions sociales que sur l'environnement.

Reprenant cette idée qu'il est urgent de cesser de n'avoir pour seul indicateur que ce PIB qui « valide l'ordre économique et social existant », le Comité Pauvreté et Politique écrit qu'il est urgent que soit prise l'habitude, à tous les niveaux, de mesurer non seulement les résultats économiques et financiers représentés par le CAC 40, mais aussi la santé sociale et environnementale à l'aide d'un nouvel indicateur, un BIP 40, plus synthétique, comme le propose Jean Gadrey.

On ne peut qu'être d'accord : mesurer un tel indice, c'est comme prendre la température d'un malade. Mais le but est que le médecin utilise cette donnée pour poser un diagnostic et prescrire un traitement.

Sur quel diagnostic et quelles prescriptions compte le Comité Pauvreté et Politique pour soigner notre malade, en l'occurrence la société et son environnement ? Déclarant que le problème dépasse "notre" clivage droite-gauche, il s'appuie, en fait de diagnostic, sur les très belles déclarations de Sarko l'Américain à l'ONU le 25 septembre, et, en fait de prescription, sur un rapport de la Banque Mondiale qui proposait, et c'était en janvier 2006, de... changer de thermomètre. Peut-on raisonnablement espérer qu'il s'agit bien là du traitement d'urgence dont la nécessité est si bien décrite ?

[*] Nous avons déjà signalé son rapport au Secrétariat d'État à l'Economie Solidaire, publié en 2001 sous ce titre.